



BAC

Une situation hors contrôles ?

Enseignants tiraillés, élèves angoissés, parents en colère, proviseurs sommés d'assurer le déroulement des épreuves, violences... Le mouvement de protestation contre la réforme Blanquer entraîne des situations chaotiques dans certains lycées.

ANALYSE

Par
MARIE PIQUEMAL
 Photo
VINCENT FEURAY

Lycée Valin, La Rochelle. Dix-sept élèves reçoivent un courrier la semaine dernière : les voilà interdits de session de rattrapage des premières épreuves du bac, perturbées quelques jours plus tôt par de fortes mobilisations, pour avoir participé aux manifestations et/ou au blocage du lycée... Ou simplement pour être abonné au compte Instagram @BlocusValin ! Ils devraient écoper d'un zéro pour ne pas avoir composé. Lancée dans la précipitation, la réforme du bac continue ainsi à faire des vagues. Professeurs, élèves, parents d'élèves dénoncent un état d'impréparation généralisé.

À l'instar du lycée Valin, la situation semble par endroits hors de contrôle – des élèves et des profs s'opposent à la tenue des examens par différents moyens, des proviseurs parfois démunis dérapent –, tandis que le ministre, Jean-Michel Blanquer, parle de «*petites minorités d'établissements*». De plus en plus inextricable alors que les nouvelles épreuves du bac ont débuté le 20 janvier.

Lycée Ravel, Paris. Cette fois, quatre ados de 16 ans sont placés pendant trente heures en garde à vue, soupçonnés d'avoir mis le feu à des poubelles devant leur établissement. Trois sont déférés pour «*dégradation de biens d'autrui par un moyen dangereux*». Les parents vont jusqu'à dénoncer une répression policière. Lundi, à Gagny, en Seine-Saint-Denis, six élèves subissent le même sort. Aux Lilas, près de Paris, les parents d'élèves soup-



connent des enseignants grévistes d'avoir déclenché l'alarme incendie pour perturber les épreuves...

BUNKER

Dépassés par la tournure des événements, des proviseurs réclament la présence de policiers à l'intérieur des établissements pour que les épreuves puissent se tenir... A Rennes, mercredi, un lycée a été transformé en bunker pour que les élèves composent coûte que coûte le jour de l'examen (*lire ci-contre*). La crise touche de nombreux lycées. Mis bout à bout, les récits décrivent une situation de tensions. Depuis la rentrée de 2019, la grande majorité des professeurs – quelle que soit leur position sur le fond – dénoncent une réforme lancée à marche forcée. Pour la première fois cette année, les élèves passent en milieu et fin d'année des «épreuves communes de contrôle continu» (dites les E3C), à la façon de partiels, et qui comptent à hauteur de 30 % de la note finale du bac. La colère latente des enseignants a aussi été attisée par le projet de retraite à points, qui les touche défavorablement. Les situations sont très différentes d'un lycée à l'autre. Dans certains établissements, les épreuves se sont déroulées sans trop de difficultés, dans d'autres, elles ont été annulées et reportées.

Mais on a observé des couacs même dans des lycées où les épreuves ont pu avoir lieu. Un exemple: 21 janvier, lycée Fragonard, à L'Isle-Adam (95). Devant ses portes, une ribambelle de professeurs font un piquet de grève, refusant de surveiller l'examen. Les élèves accèdent quand même aux salles pour l'épreuve de compréhension orale en langue vivante. Un document vidéo est diffusé. Yeux ronds et sueurs froides chez les élèves: le questionnaire n'a rien à voir avec l'enregistrement. Deux sujets ont été mélangés. Dans certaines salles, les surveillants récupèrent le bon sujet et accordent un temps supplémentaire aux élèves. Dans d'autres, les ados restent une heure devant un sujet impossible... Un courrier du proviseur à l'adresse des parents se veut rassurant: «*Il sera tenu compte des conditions de passation, votre enfant ne sera pas pénalisé.*» Les enseignants **Suite page 4**

Suite de la page 2 d'anglais hurlent. «*Comment élaborer un barème pertinent et juste?*» écrivent-ils à leur inspectrice d'académie. Dix jours après, elle annule l'épreuve. Reprogrammée après les vacances. Yoyo émotionnel pour les élèves. «*Parce que dans toutes ces histoires, ce sont les élèves qui trinquent, et ça c'est dégueulasse*», rage Rodrigo Arenas, le président de la FCPE.

Inès, 16 ans, élève à Noisy-le-Grand, raconte un «*stress énorme*»: «*Pourtant, je suis bonne, élève, je sais pas comment les autres font. On est sous pression en permanence et personne ne nous écoute.*» Alors avec ses copains, elle a préparé des banderoles et refusé de passer les épreuves «*pour avoir au moins les vacances pour réviser*». Sa mère l'a accompagné «*parce qu'elle est en détresse. Au bord de la rupture*». Leur lycée est pourtant «*plutôt tranquille*». Il y régnait jusqu'ici une bonne ambiance entre profs et parents. «*Là, tout se tend. Les professeurs qui refusent de surveiller, les proviseurs qui menacent les élèves, les parents qui s'énervent*», raconte une mère de famille élue. Elle décrit cette scène, le 30 janvier: «*Des professeurs mobilisés étaient devant le lycée, avec leurs pancartes. Certes, ils ne bloquaient pas l'entrée, mais rien qu'en étant là, pour les élèves, c'est une pression. Dès qu'un élève approchait des grilles pour rentrer, les autres gamins le huaient: "Boloss, traître à la cause!"*» Résultat: seuls 7 élèves sur 300 ont composé. Les autres sont convoqués pour le rattrapage.

SITUATION EXPLOSIVE

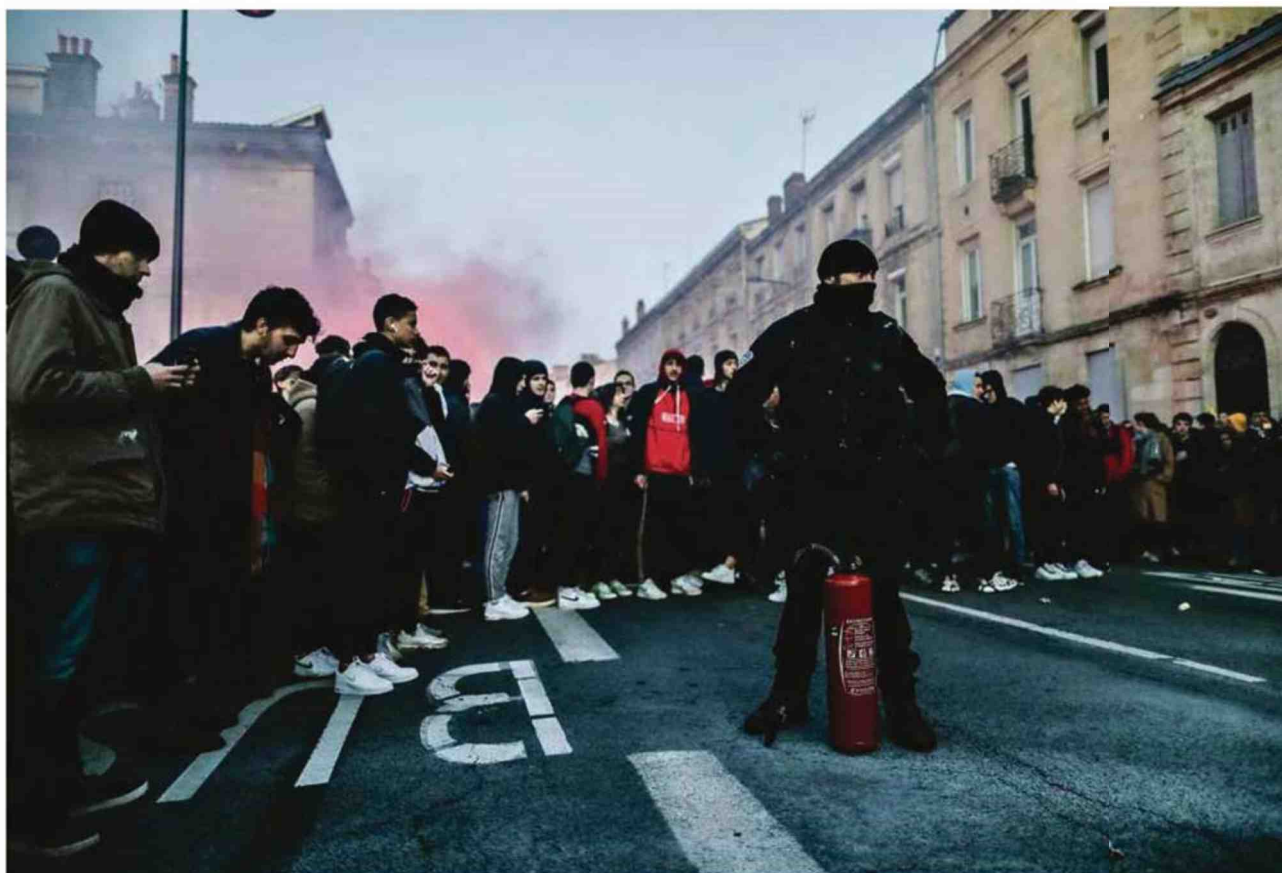
Interpellé à l'Assemblée, mardi, le ministre de l'Education reste sur sa ligne: «*Les E3C se déroulent actuellement dans l'ensemble des lycées de France et dans 85% des établissements, cela se passe sans problème.*» Mercredi devant le Sénat, il a indiqué que les «zéros» attribués aux élèves qui ont été empêchés de passer leur examen par des blocages ne seraient pas pris en compte. Le ministre a aussi révisé à la hausse le nombre de perturbations: «*1 million de copies ont été rendues, sur 1,7 million.*» Comment les choses vont-elles évoluer? Mercredi matin, au Lycée Victor-Hugo, dans le centre de Marseille, «*la proviseure est venue voir les élèves en leur disant qu'il allait falloir*



faire un choix entre leur statut de citoyen qui réfléchit et qui a des convictions et celui de candidat qui met son avenir en péril... relate une enseignante. Mais ça n'a pas trop porté ses fruits!» Les élèves des filières technologiques ont refusé d'entrer dans la salle d'examen. «On s'est tous assis dans la cour et la proviseure a fini par annuler l'épreuve.» La situation est arrivée à un tel point de crispation par endroits qu'elle est potentiellement explosive. Les proviseurs sont sous pression, avec une hiérarchie hermétique qui leur répète, disent-ils, de se débrouiller comme ils veulent, mais que les élèves doivent passer les épreuves. De fait, toute l'organisation des épreuves repose sur eux, et 42 % des personnels de direction ne se sentent pas soutenus par leur hiérarchie, indique leur syndicat SNPDEN dans une enquête publiée mercredi, réalisée auprès de ses adhérents. Rodrigo Arenas, de la FCPE, s'en inquiète: «Sous pression, certains chefs d'établissement pètent les plombs. Forcément, les élèves et les familles se rebellent. La violence appelle la violence.» Selon le SNPDEN, huit personnels de direction auraient été violentés physiquement depuis quinze jours. Dans les salles de profs, l'ambiance aussi devient délétère. Certains sont en colère contre leurs collègues qui empêchent le déroulé des épreuves. D'autres, pourtant grévistes, culpabilisent. Comme Marjorie: «Evidemment que nos modes d'action ne sont pas satisfaisants, mais que faire? On a tout essayé. On aurait voulu qu'on nous écoute, qu'on parvienne à dialoguer avec ce ministre. Mais non, on a toujours ce mur.» ◀



A Rennes, mercredi, jour d'épreuves de contrôle continu du bac, devant le lycée Victor-et-Hélène-Basch.





Des lycéens et enseignants protestent contre la réforme du bac devant le lycée Gustave-Eiffel, à Bordeaux, le 20 janvier. PHOTOS

THIBAUD MORITZ